



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

DELIBERATION
N° CFVU 27-DRL-006

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 30
Voix favorables : 30

relative au régime des études et contrôle des connaissances de la
Licence Droit, Économie, Gestion
Mention Droit
Parcours type Droit
1^{ère} année
Pour l'année universitaire 2018/2019

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 1er août 2011 relatif à la licence,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil de faculté en date du 13 février 2018

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances de la licence Droit, Economie, gestion mention Droit parcours type droit 1^{ère} année sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 - La licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit, parcours type droit, est une formation universitaire généraliste permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en droit.

ARTICLE 2. Accès de plein droit

2.1 - L'inscription annuelle à la 1^{ère} année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit, parcours type droit, est ouverte de plein droit en formation initiale aux étudiants titulaires du baccalauréat ou d'un titre ou diplôme admis en dispense du baccalauréat. Sont admis de plein droit les étudiants inscrits en première année de CPGE dont l'établissement a signé une convention avec l'université Toulouse 1 Capitole.

2.2 - A la fin du semestre 1 l'étudiant peut choisir :

- soit de poursuivre les études dans le semestre 2
- Soit de se réorienter vers une autre formation. Dans ce cas, le dossier sera examiné par une commission d'orientation.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Les étudiants qui n'ont pas un accès de plein droit à cette formation peuvent être autorisés par la Présidente de l'Université sur avis d'une commission, à s'inscrire après validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels.

3.2 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - Le nombre de réinscriptions est illimité.

ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la 3^{ème} année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit, parcours type droit, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1 - La 1^{ère} année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit, parcours type Droit, est organisée sur deux semestres. Elle est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 5 unités d'enseignement, le second semestre, 6 unités d'enseignement, totalisant chacun 30 crédits. L'enseignement comprend des cours magistraux (CM) et des travaux dirigés

(TD). Les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

ARTICLE 7. Modalités de constitution des groupes de cours magistraux (CM)

7.1 - La répartition dans les 4 groupes de cours magistraux s'effectue par ordre alphabétique.

Les modalités de changement de groupe de CM, ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- Sportif de haut niveau sur présentation du justificatif du statut accordé par le Département des Activités Sportives
- Raison médicale, sur indication écrite du médecin de prévention d'UT1
- Salarié à plein temps (35h/semaine), sur présentation du contrat de travail.

L'ensemble des modalités de changement sont organisées selon les délais fixés par la scolarité en charge de la formation.

7.2 - Les modalités de changement de groupe sont organisées et selon les délais fixés par les scolarités en charge de la formation. Le changement de groupe de cours n'est autorisé que sur justification contrôlée par les services de scolarité d'un emploi salarié à plein temps, du statut de sportif de haut niveau ou sur indication du médecin de prévention de l'université. Cette demande doit être déposée avant le début des séances de travaux dirigés. *Une telle dérogation ne peut bénéficier à des étudiants en redoublement qui doivent impérativement rester dans leur groupe d'origine.*

7.3 - Au semestre 1 et au semestre 2, les étudiants andorrans pourront, selon le calendrier d'ouverture, suivre l'option de droit andorran spécialement créée à leur intention.

ARTICLE 8. Obligation d'assiduité en travaux dirigés (TD)

Les travaux dirigés sont assurés et notés sous la responsabilité des enseignants titulaires du cours magistral. L'assiduité et la participation sont prises en compte dans la notation. L'assiduité est obligatoire et contrôlée par l'enseignant chargé de TD.

Après trois absences non justifiées en TD, l'étudiant se voit attribuer la note de zéro. Les justificatifs d'absence doivent parvenir à l'enseignant en charge du TD lors de la séance qui suit l'absence.

8.2 - L'étudiant doit suivre une séance hebdomadaire d'une heure trente sur chacune des deux matières choisies en travaux dirigés. Lors de l'inscription pédagogique l'étudiant choisira ses 2 matières de TD parmi les 5 choix suivants :

	Semestre 1		Semestre 2
Choix n°1	Introduction au droit privé ET Introduction au droit public	»	Droit civil ET Droit constitutionnel
Choix n°2	Introduction au droit privé ET Introduction historique à l'étude du droit	»	Droit civil ET Histoire des institutions
Choix n°3	Introduction au droit public ET Introduction historique à l'étude du droit	»	Droit constitutionnel ET Histoire des institutions
Choix n°4	Introduction au droit privé ET Institutions internationales	»	Droit civil ET Institutions européennes
Choix n°5	Introduction au droit public ET Institutions internationales	»	Droit constitutionnel ET Institutions européennes

8.3 – Les modalités de changement de groupe de TD ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- Sportifs de haut niveau sur présentation du justificatif du statut accordé par le département des Activités sportives
- Raison médicale, sur indication écrite du médecin de prévention d'UT1
- Salarié à temps plein, $\frac{3}{4}$ temps ou $\frac{1}{2}$ temps, sur présentation du contrat de travail
- Double cursus.
- Etudiants chargés de famille.

Le changement de paire de groupe de TD est laissé à l'appréciation des chargés de TD. L'ensemble des modalités de changement sont organisées selon les délais fixés par la scolarité en charge de la formation.

8.4 - Les dispenses de TD et de régime spécial y compris pour les langues ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- Sportifs de haut niveau sur présentation du justificatif du statut accordé par le département des activités sportives
- Raison médicale, sur indication écrite du médecin de prévention d'UT1
- Salarié à temps plein, $\frac{3}{4}$ temps ou $\frac{1}{2}$ temps, sur présentation du contrat de travail
- Double cursus.
- Etudiants chargés de famille.

8.5 - Travaux de soutien Universitaire

Sous la responsabilité de l'enseignant chercheur responsable de la licence 1, les étudiants en situation d'échec au semestre 1 pourront bénéficier de travaux de soutien Universitaire T.S.U.) en droit public et (ou) en droit privé à raison de 9 heures au cours du semestre 2. Le nombre de places étant limité, un dispositif d'inscription sera mis à disposition des étudiants via leur espace numérique.

ARTICLE 9. Module vie professionnelle et stage

9.1 - Stage

S'il le souhaite, l'étudiant peut effectuer un stage d'une durée minimale d'une semaine dans le courant de l'année universitaire. Ce stage a pour finalité de favoriser son insertion professionnelle en lui permettant d'acquérir et de valoriser des compétences.

9.2 - Module vie professionnelle

La mise en œuvre du module vie professionnelle est confiée au SUIO-IP et se compose de temps d'information et d'accompagnement. Ce module permet également de valoriser l'engagement étudiant. L'objectif étant de faciliter l'insertion professionnelle.

Les modalités d'organisation de ce module sont détaillées en annexe.

Ainsi à l'issue du semestre 6, chaque étudiant ayant suivi l'ensemble du programme pourra se voir attribuer au semestre 6 des points de bonification.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 10. Organisation des examens

10.1 - Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions. Les modalités de contrôle des connaissances sont annexées au présent arrêté.

ARTICLE 11. Modalités d'organisation de la première session

11.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

- ▶ par un contrôle continu pour les travaux dirigés.
- ▶ par un examen terminal à la fin de chaque semestre pour les autres matières.

11.2 - Contrôle continu :

Le contrôle continu s'effectue lors des séances de travaux dirigés.

La note attribuée dans le cadre du contrôle continu résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe.

Les notes de travaux dirigés sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire du cours magistral.

Chacune des matières de travaux dirigés est notée sur 20.

11.3 - Examen terminal :

L'examen de chaque semestre comporte :

- Pour chaque matière assortie de travaux dirigés : une épreuve écrite anonyme d'une durée de 3h00 et notée sur 20.

- Les matières non assorties de travaux dirigés sont en principe évaluées par une interrogation orale notée sur 20, sauf dérogation accordée par le doyen à l'enseignant assurant le cours en cas d'insuffisance de l'équipe pédagogique si le nombre d'étudiants est supérieur à cent.

Dans le cas où la dérogation est accordée une épreuve « oral-écrit » d'1h00 est organisée. Elle sera notée sur 20.

Toute absence justifiée ou injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0. Les justificatifs d'absence à une épreuve doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

Les notes de la session 1 sont définitives. La session de rattrapage permet l'attribution de « points de jury » qui valident un semestre insuffisant.

ARTICLE 12. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

12.1 - Il est organisé une session de rattrapage donnant aux étudiants la possibilité de valider les unités d'enseignement qui leur ont fait défaut sur les deux semestres conformément à l'arrêté de session 2 votée en CFVU du 26 septembre 2017(cf. annexe).

ARTICLE 13. Bonifications

13.1 - Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

13.2 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 14. Condition de validation des unités et des semestres

14.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► Isolément : Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne (note d'examen + note de contrôle continu si la matière a été choisie en travaux dirigés).

► Par compensation : Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de points de 300/600 ; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation. La validation du semestre emporte l'acquisition des 30 crédits européens correspondants (ECTS).

Une unité dont la matière est assortie de travaux dirigés est validée si le total des points obtenus est au moins égal à 80/160 (8 ECTS).

Les autres unités sont validées si le total des points obtenus est au moins égal à la moitié des points de l'UE (4 ou 5 crédits selon la matière (ECTS).

Si la matière est obtenue par compensation, les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

Les délibérations ont lieu à la fin de chaque semestre

14.2 - Les semestres sont validés isolément ou par compensation

► Isolément : Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation : La compensation est organisée entre les 2 semestres consécutifs du même niveau sans note éliminatoire.

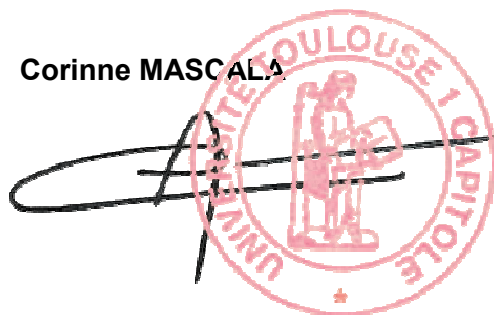
ARTICLE 15. Conditions d'attribution d'une mention

15.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Fait à Toulouse, le 20 mars 2018

Corinne MASCALA



La présidente de la commission de la Formation et
de la Vie Universitaire

PJ : annexes

REGIME DES ETUDES ET CONTROLE DES CONNAISSANCES
ANNEE UNIVERSITAIRE 2018-2019

1ère ANNEE LICENCE «Droit, Economie, Gestion» MENTION DROIT – SEMESTRE 1

Unités	Enseignement	Statut (1)	Total crédits/UE	Heures CM	Heures TD(2)	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Points oral	Total points/UE
UE 1	Introduction au droit privé	O	5	33		oral			100	100
			8		13,5	écrit 3h	80	80		160
UE 2	Introduction au droit public	O	5	33		oral			100	100
			8		13,5	écrit 3h	80	80		160
UE 3	Introduction historique à l'étude du droit	O	5	33		oral			100	100
			8		13,5	écrit 3h	80	80		160
UE 4	Institutions internationales	O	5	33		oral			100	100
			8		13,5	écrit 3h	80	80		160
UE 5	Option* 1 matière à choisir entre : . Sociologie et psychologie sociale . Initiation à la gestion . Histoire économique et sociale	O	4	33		oral			80	80
	Activité sportive, Orchestre UT1 Bonification semestrielles 3,33%	F								3,33 % max
	Module vie professionnelle : Amphi d'informations	F								
TOTAL			30	165	27		160	160	280	600

(1) unité obligatoire (O) - unité facultative (F)

* Les étudiants andorrans pourront suivre l'option Droit Andorran spécialement créée à leur intention

(2) évaluation sous la forme du contrôle continu

1ère ANNEE LICENCE «Droit, Economie, Gestion» MENTION DROIT – SEMESTRE 2

Unités	Enseignement	Statut (1)	Total crédits/UE	Heures CM	Heures TD(2)	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Points oral	Total points/UE
UE 1	Droit civil	O	4	33		oral			80	80
			7		13,5	écrit 3h	70	70		140
UE 2	Droit constitutionnel	O	4	33		oral			80	80
			7		13,5	écrit 3h	70	70		140
UE 3	Histoire des institutions	O	4	33		oral			80	80
			7		13,5	écrit 3h	70	70		140
UE 4	Institutions européennes	O	4	33		oral			80	80
			7		13,5	écrit 3h	70	70		140
UE 5	Economie	O	4	33		oral			80	80
UE 6	Option* 1 matière à choisir entre : . Ethnologie juridique . Histoire des institutions de l'Antiquité . Sociologie politique	O	4	33		oral			80	80
	T.S.U.	O			9					
	Activité sportive Orchestre UT1 , – Concours :Cf liste Bonification semestrielle 3,33%	F								3,33 % max
TOTAL			30	198	27		140	140	320	600

(1) unité obligatoire (O) - unité facultative (F)

* Les étudiants andorrans pourront suivre l'option Droit Andorran spécialement créée à leur intention

ANNEXE AUX ARRETES DE MODALITES DE CONTROLE DE CONNAISSANCE DE LICENCE Module Vie Professionnelle

La mise en œuvre du module Vie Professionnelle est confiée au SUIO-IP et se compose de temps d'information et d'accompagnement.

L'objectif est de faciliter l'insertion professionnelle des étudiants.

Le programme se répartit sur les trois niveaux de Licence.

Pour prétendre aux points de bonification au semestre 6 (Licence 3), l'étudiant doit choisir de valider ce module selon 3 modalités :

1ère modalité « stage »:

- Avoir suivi l'ensemble des amphi-infos organisés en licence ;
- **ET** avoir fait un stage de deux semaines consécutives au minimum (10 jours ouvrés) entre la L1 et la L3. Ce stage doit avoir donné lieu à une convention de stage
- **ET** avoir participé à au moins deux ateliers du SUIO-IP (l'atelier « Valoriser mes expériences » est obligatoire)
- **Dossier à rendre** : une restitution sous la forme d'une fiche analytique « Mon stage » sur la plate-forme PEC **ET** la convention de stage (à défaut, une attestation)

OU

2ème modalité « Projet »:

- Avoir suivi l'ensemble des amphi-infos organisés en licence ;
- **ET** avoir participé à 6h d'ateliers ou mini-conférences organisés par le SUIO-IP (l'atelier « CV/Lettre » et « construire mon projet » sont obligatoires)
- **ET** avoir participé à 3h de conférences organisées soit par le SUIO-IP soit par les Facultés de Droit ou d'Administration et de Communication.
- **Dossier à rendre** : un CV **ET** une restitution écrite sous la forme d'une fiche analytique « Mon projet » sur la plateforme PEC.

OU

3ème modalité « Engagement social et citoyen »:

- Avoir suivi l'ensemble des amphi-infos organisés en licence ;
- **ET** s'être engagé auprès d'une association labellisée UT1 ou à caractère strictement social et citoyen (le SUIO-IP valide le respect de ce critère)
- **ET** avoir participé à au moins deux ateliers du SUIO-IP (l'atelier « Valoriser mon engagement associatif » au second semestre est obligatoire)
- **Dossier à rendre** : une restitution écrite sous la forme d'une fiche analytique « Mon engagement » sur la plateforme PEC.

Pour valider ce module, les étudiants doivent obligatoirement s'inscrire en ligne en début d'année universitaire. Ils ont donc jusqu'à la fin de la Licence 3 pour réaliser l'ensemble de l'une ou l'autre des modalités.

La liste des ateliers/ Mini-conférence/Forums/... proposés est disponible dans la rubrique Orientation/Insertion sur l'intranet de l'université.



Liste des concours soumis à bonification

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent ;

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media